

Sites des Sénateurs du groupe CRC-SPG

<http://elianeassassi.fr/Assemblee-regionale-d-elus-et-de-militants-d-Ile-de-France-Groupe-CACR-Pour-mettre-en-echec-l-offensive-de-la-droite-contre-le-SDRIF.html>

Assemblée régionale d'élus et de militants d'Ile-de-France - Groupe CACR : "Pour mettre en échec l'offensive de la droite contre le SDRIF"

Date de mise en ligne : le 21 novembre 2007

- Activité des sénateurs - Dans le département -

Sénateurs du groupe CRC-SPG

Je ne vais pas ici rentrer dans le détail pour ce qui concerne l'engagement des maires, des élus, de la Seine Saint-Denis pour le Sdrif. Le Conseil général présidé par Hervé Bramy, vous le savez s'est prononcé, en faveur du Sdrif. Un travail de concertation, d'écoute, et d'élaboration a été réalisé sous l'impulsion de Jean-Jacques Karman. Il sera mieux à même que moi pour vous en faire partager le contenu et les enjeux. Ce travail s'est fait en partenariat avec nos conseillers régionaux, notamment Henriette Zoughebi et Jean Brafman.

L'offensive de Nicolas Sarkozy et de la droite contre le Sdrif est à mettre en cohérence avec l'ensemble de leur politique qui est également cohérente avec l'offensive médiatique et politique du Gouvernement sur la Seine-Saint-Denis. Ce n'est pas anecdotique : depuis la nomination du gouvernement Fillon en mai dernier, il y eu près de quarante visites ministérielles dans le département : je vous rassure pas pour nous annoncer des moyens nouveaux pour répondre aux problèmes des gens. Non. Mais stigmatiser encore plus les quartiers populaires et les populations de nos villes.

Mais s'agissant particulièrement du Sdrif, je vois quatre dimensions à l'attaque de Sarkozy et de la droite contre le Sdrif :

La première dimension, c'est son caractère anti-démocratique qui pourrait s'apparenter à une tentative de putsch.

Cet interventionnisme et cet autoritarisme contre le Sdrif, sont assez incroyables. En une phrase dans son discours de Roissy, Sarkozy a effacé le travail de concertation, d'expertise, d'élaboration réalisé par la Région, par les élus depuis des mois et des années. Cela en dit long sur les menaces qui pèsent sur notre démocratie, sur l'ensemble de nos collectivités, les départements, les villes, les communautés d'agglomération, les intercommunalités qui sont autant d'échelons de démocratie et d'expression de solidarités. Cela en dit long aussi sur la façon dont le pouvoir de droite en place veut passer outre les élus, les collectivités et au-delà, bien évidemment, les citoyens. L'exemple de la réforme de la carte judiciaire n'est sans doute qu'un premier ballon d'essai.

Je crois donc que nous devons vraiment hausser le ton pour alerter les élus et les citoyens, de nos villes et de nos départements. Osons le dire : c'est une tentative de putsch sur l'Ile-de-France que veulent réaliser Sarkozy et la droite.

La seconde dimension, c'est qu'il y a bien sûr une dimension politique à cette tentative de putsch.

Il nous faut la voir à l'aune des élections municipales et cantonales de mars prochain. Pour la droite, il s'agit d'un enjeu considérable puisqu'elle veut contester le leader chip de la gauche sur l'Ile-de-France. La gauche et en particulier le PS dirige : Paris, les Conseils généraux de la Seine-et-Marne et de l'Essonne. Les Conseils généraux du Val-de-Marne et de la Seine Saint-Denis sont présidés par nos camarades Christian Favier et Hervé Bramy. La droite dirige « seulement » les Conseils généraux des Yvelines, du Val d'Oise et des Hauts-de-Seine.

La troisième dimension, c'est l'objectif d'insérer Paris et l'Ile-de-France dans l'Europe des Régions, une Europe des Régions non pas solidaires, mais concurrentes entre elles, dans le cadre de la mondialisation libérale, objectif partagé par des élus socialistes.

La 4ème dimension, c'est le contenu de classe de cette offensive.

L'objectif de Sarkozy est d'appliquer à l'Ile-de-France la politique ultra-libérale et autoritaire qu'il applique au niveau national. Quand il fait son discours à Roissy, Sarkozy le rappelle plusieurs fois, son objectif c'est que Paris reste une

place financière de premier plan ! Il est assez significatif d'entendre Sarkozy citer des villes comme Shanghai, Londres ou Dubaï ! Londres est la ville la plus chère d'Europe, Shanghai, dont on peut être fasciné par les buildings, mais certainement pas par la qualité de vie et son niveau de pollution, quant à Dubaï, c'est un émirat où l'on construit des villes artificielles sur la mer pour des milliardaires de la planète.

Ce n'est donc pas dans l'intérêt des salariés, des familles, des jeunes et des quartiers populaires que Sarkozy veut remettre la main sur l'Ile-de-France, mais bien dans l'intérêt des grands groupes financiers et du grand patronat.

Dans cette bataille pour « défendre » le Sdrif, c'est-à-dire son contenu démocratique, urbain, social, environnemental et écologique, nous pouvons, en pleine cohérence avec notre combat contre les objectifs de la défunte constitution européenne, et aujourd'hui contre le traité européen, être très offensifs sur notre projet politique pour l'Ile-de-France, pour les Franciliennes et les Franciliens.

Il me semble important de réaffirmer dans le débat public qu'en effet nous voulons une région leader en Europe pour la démocratie locale, avec ses villes, ses départements, ses intercommunalités. Une région première en Europe pour les transports en commun publics, une région première en Europe pour le logement social accessible et de haute qualité environnementale, une région première et leader en Europe pour la solidarité, la justice et la mixité sociale, une région première aussi en Europe pour une densité urbaine vivable et durable. Une région leader en Europe pour l'emploi et la juste répartition des entreprises sur le territoire. Une région première en Europe pour la solidarité entre les collectivités mais aussi pour la coopération décentralisée, la solidarité internationale et le co-développement.

Je pense que l'intervention de Nicolas Sarkozy a également mis en évidence la nécessité d'élever le ton sur l'ambition politique qui doit être la nôtre. Il y a beaucoup d'initiatives, François faisait allusion à la fin de son intervention aux initiatives qui pourraient être construites. Certes il y a l'enquête publique mais on peut aller bien évidemment au-delà. Jean-Jacques reviendra certainement sur plusieurs de ces aspects, mais je crois qu'il faut qu'on mesure vraiment le combat politique dans lequel nous sommes engagés aujourd'hui. La question du Sdrif n'est pas une question technique, personne ne le prend comme cela, mais c'est vraiment une question de politique de haut niveau.